

à agir à leur tête et, si l'on veut les astreindre à d'autres méthodes, ces autres plans échoueront invariablement. J'ai entendu l'autre jour, le ministre nous faire la genèse de l'abandon du plan en question, tout comme il avait déjà abandonné la fabrication d'avions et renoncé au monopole de l'air, tout comme il abandonnera sans doute prochainement d'autres projets.

Je désire soumettre une proposition au Gouvernement avant qu'il ne soit privé de tous les pouvoirs qui lui permettent de venir en aide au menu peuple. A mon sens, il est vraiment malheureux qu'on ait construit toutes les maisons dans les villes. On me dira, je sais, que telle ou telle loi prévoit la construction de maisons à la campagne, mais le nombre des habitations qu'on y a élevées, qu'il s'agisse de maisons d'anciens combattants ou d'autres, est tellement faible qu'il ne vaut pas la peine d'en tenir compte. Nous savons que notre activité industrielle s'est notablement accrue chez nous par suite des exigences de la guerre. Nous avons agrandi nos usines. Il nous fallait fabriquer des munitions de toutes sortes, et nous avons affecté au travail dans ces vastes et nouvelles usines toute une nouvelle armée d'ouvriers. Nous y avons fait travailler nos mères, nos épouses et nos jeunes filles, empressées de participer à cette tâche urgente. Ces usines ont attiré de la campagne, des villages, des paroisses, une foule de gens qui se sont établis dans les centres industriels. Ce n'est pas un des aspects les moins tragiques de la guerre. Ils ont l'intention de rester dans les villes et le Gouvernement a cherché à leur y construire des maisons. S'il m'avait consulté, je lui aurais conseillé de tenter un grand effort en vue de rendre alléchant le retour à la terre de ces braves gens qui ont quitté la campagne pour la ville. A sa place, j'aurais cherché à les attirer de nouveau à la campagne en leur construisant de bonnes maisons, chaudes et coquettes, près de la source de tout ce qui fait la grandeur et la richesse d'un pays, la terre nourricière. Il a laissé passer l'occasion.

Cela m'amène à un autre point que le ministre aurait dû, à mon sens, étudier plus à fond et de façon plus positive.

Je ne prétends pas,—le ministre le sait bien,—posséder une connaissance approfondie des questions économiques, mais je sais que le Canada est l'un des grands pays commerçants du monde. Bien que, considéré du point de vue de la population, ce soit un très petit pays, un pays de très peu d'importance, il se place au troisième (peut-être au quatrième) rang des grandes nations commerçantes du monde. Il exporte de 35 à 40 p. 100 de sa production. Quelle est la proportion des

produits de fabrication par rapport au total des exportations? Je ne saurais le dire exactement. Cependant, si l'on considère comme produits de fabrication le papier-journal, le fromage, le beurre et le bacon, j'ose dire que la moitié au moins de nos exportations est faite de produits de fabrication. Nous ne pourrions maintenir notre mode d'existence actuel qu'à condition de pouvoir trouver des débouchés, c'est-à-dire des marchés extérieurs ou étrangers pour ces denrées. Où trouverons-nous ces débouchés? Je puis dire que, dans le passé, nous avons plus acheté aux Etats-Unis que nous leur avons vendu. Afin d'acquitter ce que nous devons aux Etats-Unis, nous avons compté sur le produit de nos ventes à d'autres pays; nous avons converti les livres sterling ou les autres devises en dollars que les Etats-Unis ont consenti à accepter en règlement de nos comptes. A l'heure actuelle, il n'existe pas d'autres marchés étrangers que celui des Etats-Unis. Il y a des débouchés vers lesquels nous expédions des denrées, mais comment ces dernières sont-elles acquittées? Au moyen de crédits que nous avons établis. Nous payons nous-mêmes le coût de ces denrées.

J'aurais été très heureux de voir le ministre aborder ce problème en se fondant sur l'expérience qu'il possède et sur les renseignements que lui assurent ses contacts, car nous savons tous qu'un tel état de choses ne saurait subsister. Il devra cesser bientôt, à moins qu'un changement ne se produise. J'aurais voulu que le ministre discutât ce sujet, car il me semble que c'est la question la plus importante qui se pose aujourd'hui pour notre pays, et que notre survivance économique est en jeu. A moins que nous ne puissions trouver des débouchés pour nos articles ouvrés, pour les produits de nos fermes, de nos forêts et de nos pêcheries, à moins que nous ne puissions trouver des marchés où il nous soit possible d'obtenir, en échange de nos denrées, quelque chose dont nous puissions nous servir aux Etats-Unis pour régler notre excédent d'achats dans ce pays,—certes, je ne suis pas de ceux qui croient que la fin du monde se produira demain si nous subissons une crise, mais notre niveau d'existence baissera et il y aura du malaise, de la gêne et de la souffrance au sein de notre population. Nos citoyens ne pourront survivre qu'à la condition de revenir à la culture du sol, qui était autrefois l'occupation de la plupart d'entre eux, et tout gouvernement qui ne tient pas compte de cette vérité fondamentale méconnaît les grandes perspectives qui s'offrent à notre population, de même que les graves dangers qui la menacent.

J'aurais préféré que le ministre fût un peu explicite et un peu plus circonspect lorsqu'il